

Bruxelles, le 29.10.2018
C(2018) 7187 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.10.2018

**relative au programme d'action annuel 2018 – Partie 1 en faveur de la République du
Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.10.2018

relative au programme d'action annuel 2018 – Partie 1 en faveur de la République du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour la République du Burkina Faso pour la période 2014-2020³ qui établit les priorités suivantes: (i) la gouvernance, (ii) la santé et (iii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, incluant l'agriculture durable et l'eau.
- (2) Le programme d'action annuel 2018 – Partie 1 à financer au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après « l'accord interne »)⁴ vise à créer une dynamique de développement culturel. L'action intitulée « programme d'appui aux industries créatives et à la gouvernance de la culture (programmes culture et emplois) » vise à créer une dynamique de développement culturel, fondée sur les valeurs communes propres aux Burkinabè, les capacités entrepreneuriales et la créativité des acteurs, en vue de l'épanouissement économique et social des populations au Burkina Faso.
- (3) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (4) L'assistance prévue au Burkina Faso se doit de suivre strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives concernant ledit pays.
- (5) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions conformément à l'article 110, paragraphe 2, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail figure dans l'annexe.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et le Burkina Faso C(2014)3617 final du 12.06.2014.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

- (6) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné à l'annexe de la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 154, paragraphe 6, point b), du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Les mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (7) Il convient que l'ordonnateur compétent ne puisse attribuer des subventions sans appel à propositions que dans les cas exceptionnels prévus à l'article 195 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (9) Conformément à l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, toute modification substantielle d'une décision de financement déjà adoptée suit la même procédure que la décision initiale. Il convient dès lors que la Commission définisse les modifications non substantielles de la présente décision afin de permettre l'adoption de toute modification de ce type par l'ordonnateur compétent.
- (10) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption du programme

La décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2018 en faveur de la République du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement présentée en annexe, est adoptée.

Le programme comporte l'action suivante:

Annexe : Programme d'appui aux industries créatives et à la gouvernance de la culture (programme culture et emplois).

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 10 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée à l'annexe , sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

Les éléments requis par l'article 110, paragraphes 2 et 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, sont indiqués dans l'annexe de la présente décision.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 195 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent est autorisé à adopter de telles modifications non substantielles, dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 29.10.2018

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission